



VILLE DE  
**COURDIMANCHE**



**DÉCISION DU MAIRE N° 2025-018**  
**CONTRAT POUR LA FOURNITURE ET L'EXPLOITATION**  
**D'UNE PATINOIRE**

*Prise en application de la délibération n°22-14-04 du 1<sup>er</sup> octobre 2022*

La Maire,

Vu Le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L2122-22 et L2122-23

Vu le Code de la commande publique,

Vu la délibération du conseil municipal n°22-14-04 du 1<sup>er</sup> octobre 2022 portant délégation de compétences au Maire,

Considérant que dans le cadre des animations proposées pour Noël 2025, la municipalité souhaite l'installation d'une patinoire sur la commune,

**D É C I D E**

**ARTICLE 1 :**

La signature d'un contrat pour une prestation de fourniture et d'exploitation d'une patinoire à l'occasion de Noël 2025 à Courdimanche, avec la société EUROP EVENT, domicilié 4 avenue Eugène Freyssinet 95740 FREPILLON, représentée par Monsieur Favard, dans les conditions décrites dans le contrat

**ARTICLE 2 :**

La patinoire sera ouverte au public du samedi 13 décembre au samedi 28 décembre 2025 sur la ville de Courdimanche.

**ARTICLE 3 :**

Le montant de la prestation s'élève à la somme totale de 18 810,00 € TTC.

**ARTICLE 4:**

Les crédits relatifs au paiement sont inscrits au budget communal de l'année 2025.

**ARTICLE 5 :**

La présente décision sera inscrite au registre des décisions du Maire et communication en sera faite aux membres du Conseil municipal.

**ARTICLE 6 :**

La Directrice générale des services et le comptable du Trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera transmise à :

- Monsieur le Préfet du Val d'Oise,
- Monsieur le comptable public,
- L'intéressé(e)

Fait à COURDIMANCHE, le jeudi 6 mars 2025

Sophie MATHARAN



Maire de Courdimanche

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, l'absence de réponse au terme de deux mois valant rejet implicite.

Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (Informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).